
► THÈME D'UN PROCHAIN COLLOQUE INTERNATIONAL À ORAN

«Le gras : 25 ans après, les patients à l'épreuve des soins»

Un colloque international intitulé «Le gras : 25 ans après, les patients à l'épreuve des soins» sera organisé du 27 au 29 octobre courant par le Groupe de recherche en sciences sociales et santé (Gras) de l'université d'Oran, pour marquer son 25^e anniversaire, a-t-on appris des organisateurs. Ce colloque international représentera, selon la même source, «un moment scientifique important parce qu'il permettra de restituer les résultats obtenus durant 25 ans de recherche de terrain dans le champ des sciences sociales et santé». L'anthropologie de la santé en Algérie a été créée en 1991 à l'université d'Oran par quatre sociologues de la faculté des sciences sociales. Ce colloque se veut international dans une perspective comparative avec d'autres socié-

tés concernant les patients à l'épreuve des soins. La perspective du colloque sur les patients doit aussi permettre «une réflexion approfondie sur les modes d'organisation des soins plus adaptés aux logiques et aux contraintes des familles de malades chroniques», expliquent les organisateurs. Le colloque international centré sur «les patients à l'épreuve des soins», dans leur diversité et déployés dans les différents espaces socio-sanitaires domestiques, étatiques et privés, a pour objectif de «changer le regard sur ce que soigner veut dire», ont-ils expliqué. Il s'agit là d'indiquer la pertinence et l'importance des critères sociaux, psychiques, culturels et politiques dans les multiples interprétations des expériences des soins des différentes catégo-

ries sociales de malades. Plusieurs thématiques ont été retenues pour ce colloque, dont les transformations du statut des patients dans le système de soins et dans la société depuis l'Indépendance ; «Les inégalités sociales au cœur des différentes expériences de soins des patients» et «Les épreuves concrètes traversées par les patients atteints d'une maladie chronique pour tenter de se soigner».

Il sera aussi question d'aborder des thèmes comme «Les différents modes d'interactions soignants-soignés dans les différents espaces de soins» ainsi que «Le savoir scientifique médical et les savoirs profanes au cœur des représentations individuelles et collectives : interférences et paradoxes», a-t-on noté de même source.

MASCARA**Décès d'un universitaire par électrocution**

Lundi, vers 21h, un jeune universitaire de nationalité palestinienne, Sami Abou Komsane Mohaned, âgé de 22 ans, est mort électrocuté sous la douche de la résidence universitaire des garçons (1000 lits) à Mascara. Grièvement blessé, il a été évacué au service des urgences de l'hôpital Meslem Tayeb où il a rendu l'âme. Le jeune Palestinien, étudiant en master 2, droit économique, a rejoint les bancs de l'université de Mascara en 2012. Hier, de nombreux universitaires ont observé un sit-in de protestation à l'entrée de l'université pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «mauvaises conditions d'hébergement» et réclamer «l'ouverture d'une enquête sur les causes ayant engendré ce drame». A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le directeur de la résidence universitaire a été suspendu de ses fonctions sur décision du wali. **Souag Abdelouahab**

HÔPITAL DE MAGHNAIA**Les médecins spécialistes en grève**

● «*Nous voulons interpeller les hauts responsables de la santé sur l'abus de pouvoir et le mépris dont nous sommes victimes de la part du directeur de l'hôpital de Maghnia*», résume le représentant du syndicat.



Trente-deux médecins spécialistes de l'établissement public hospitalier Chabane Hamdoun de Maghnia ont entamé, hier, l'arrêt de travail annoncé la semaine dernière. «*Deux jours de grève par semaine jusqu'à la satisfaction de nos revendications*» qui se résument, en fait, à une seule : «*le départ du directeur*», comme ils nous l'ont expliqué. «*Nous voulons interpeller les hauts responsables de la santé sur l'abus de pouvoir et le mépris dont nous sommes victimes de la part de ce responsable*», a souligné le représentant du syndicat. Regroupés à l'entrée de l'établissement, des slogans bien mis en valeur, les spécialistes ont dit

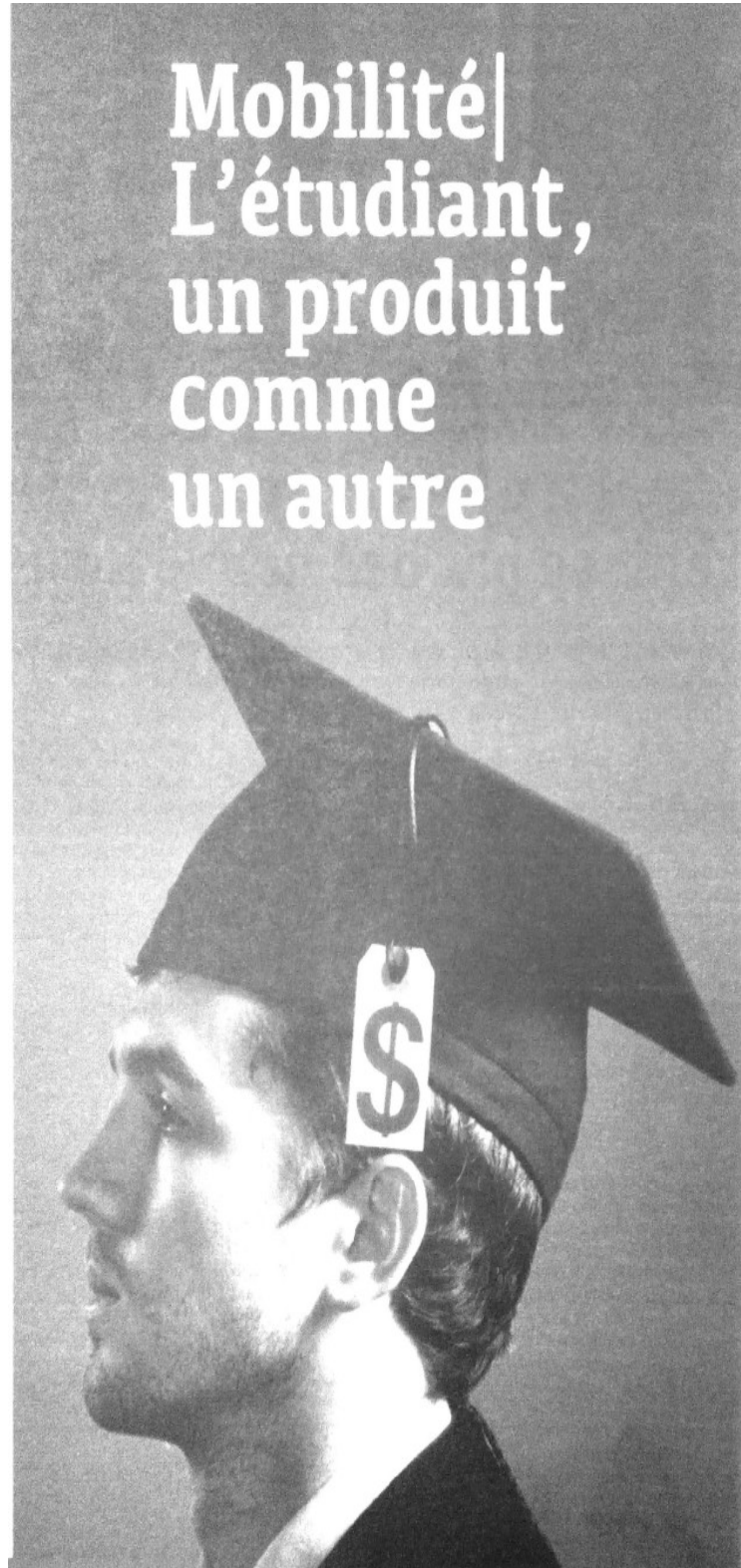
avoir recours à la grève car «*le directeur a refusé tout dialogue avec nous*». Assurant le service minimum, les grévistes énumèrent de multiples griefs contre leur responsable installé il y a à peine six mois. «*Vous devriez savoir que 12 spécialistes ont démissionné depuis son arrivée, dont un cardiologue et une gynécologue. Ils ne pouvaient plus subir son diktat, et à ce rythme d'autres suivront. En plus, quand on parle du manque de matériel dans des services sensibles comme la chirurgie, on est vilipendé. Et pour s'attirer les faveurs de la population, il prétend qu'il lutte contre l'absentéisme. C'est archi-faux !*» Les déclarations de nos interlocuteurs

sont graves : «*Il interfère dans le travail des médecins, souvent au grand risque de la santé des patients. En fait, il fait dans le populisme.*» Alors qu'on discutait avec les grévistes, le responsable des médecins généralistes nous a informés qu'ils venaient de déposer un préavis de grève pour «*les mêmes revendications que celles des spécialistes*». Nous nous sommes rendus au bureau du directeur, mais au secrétariat on nous a informés qu'il était absent. Autant dire que ce dialogue de sourds risque de se répercuter négativement sur une population de plus de 200 000 habitants. **Chahreddine B.**

L'étudiant, entre produit et relais

Par Zouheir Ait Mouhoub

Il n'est de richesse que d'hommes ; l'adage des DRH emprunté au philosophe Jean Bodin n'a jamais eu autant de sens qu'à l'ère de la mondialisation. L'homme n'est plus perçu comme un simple prolétaire, mais plutôt comme un créateur de richesses, voire même un produit en lui-même. Partant de ce concept, l'étudiant est devenu un produit marchand à forte valeur ajoutée, pour lequel les grandes économies se disputent à coups de campagnes médiatiques et diplomatiques, et ce, afin d'attirer le maximum d'entre eux qui répondent à des critères de sélection rigoureux. Ainsi, deux étudiants sur dix au niveau mondial partent chaque année étudier à l'étranger. L'Algérie a exporté quelque 460 000 étudiants durant ces dernières années, une masse énorme partie se formater, se recycler ailleurs pour le bien des économies de ces pays. Car l'Algérie manque de perspectives et de vision, et ses gouvernants ne considèrent plus cet étudiant comme un produit intellectuel exploitable et créateur de richesses, stratégique pour son développement. Par la force des choses, il est devenu un simple chiffre remplissant des tableaux faits de statistiques muets à des fins de propagande au profit des «injazate» (réalisations) du Président. Il est au mieux considéré comme ce futur chômeur qu'on oriente vers les files d'attente de la bureaucratie, à l'image de l'ANEM et l'Ansej. Une preuve de plus que le système politique actuel a atteint ses limites et n'arrive plus à assimiler les nouveaux concepts qui régissent la ressource humaine, plutôt l'homme-produit. Pour lui, il devient ainsi difficile d'imaginer la relance économique tant que l'étudiant comme produit brut exploitable ne figure pas dans son ordre du jour. Autrement dit, il mise sur l'investissement massif dans la ressource humaine à travers l'école, l'université et les centres de formation professionnelle sans savoir réellement quoi en faire. La constat est là pour étayer ces dires, le chômage bat des records et les entreprises peinent à trouver ce produit à forte valeur ajoutée. Ailleurs, cet étudiant-produit fait des miracles, contribue au PIB dans lequel il évolue et finit même par devenir l'ambassadeur de ces pays-là auprès de son pays d'origine. Didier Rayon, directeur d'études à Campus France, en évoquant les bénéfices ultérieurs des étudiants étrangers en France déclare à l'AFP que «ces jeunes, de retour chez eux, deviennent des ambassadeurs de notre pays et des relais d'opinion, voire des oreilles attentives lors des négociations de gros contrats commerciaux. Mais il faut gagner sa place, la compétition est de plus en plus difficile». C'est là où demeure toute la question. Qui prendra possession de ce produit et le reprogrammer selon ses besoins et ses intérêts stratégiques futurs ? Ces enjeux échappent totalement à nos gouvernants et politiques, que ce soit ceux au pouvoir ou ceux de l'opposition, car ces sujets à portée stratégique ne figurent nullement dans leurs priorités et les considérer à juste titre comme des questions de sécurité nationale. L'élite intellectuelle nationale, de son côté, semble ignorer ou occulter carrément ces enjeux soit par méconnaissance ou bien par complaisance. Pendant ce temps, l'Algérie assiste, impuissante, à la fuite de sa première richesse et ne tente rien pour la retenir.



Mobilité |
L'étudiant,
un produit
comme
un autre

Oran |
L'université
entame la
rentrée par
des nouveautés

La recherche
scientifique |
à la rescousse
de la filière
du blé dur

Département de
génie mécanique et
maritime de l'USTO
L'UNEA monte
au créneau



Oran | L'université entame la rentrée par des nouveautés

L'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella entame sa rentrée par la réception de nouvelles infrastructures pédagogiques, la numérisation des systèmes de gestion avec l'intégration notamment du logiciel Progress et l'ouverture de nouvelles spécialités, ainsi que l'enseignement à distance.

Redouane Benchikh
 etudiant@elwatan.com

Selon Morsli Laâradj, enseignant et chargé de la communication à l'université, «la rentrée 2016-2017 se déroule dans de très bonnes conditions, et ce, depuis le début des inscriptions, avec l'intégration du système Progress qui optimise la gestion administrative, la planification, le suivi des carrières des enseignants mais surtout l'enregistrement des étudiants». En effet, ce système, mis en place dans le cadre d'un partenariat avec l'Union européenne, a permis un taux d'inscription de près de 98%, d'un total de 4702 nouveaux bacheliers orientés vers l'université Oran 1, et ce rien que pour la période allant du 4 au 9 août 2016. Ce chiffre sera revu à la hausse et un nouveau bilan sera rendu public en cette fin de semaine, a indiqué M. Morsli, en soulignant que «la période des inscriptions a été prolongée exceptionnellement et le nombre d'étudiants attendus sera plus important si l'on compte les transferts, les cas de recours, les inscriptions avec des bacs antérieurs à 2016 ainsi que les diplômés étrangers». Un guichet unique a été mis en place pour faciliter la procédure aux étudiants qui se sont vu délivrer une carte universitaire biométrique à la fin de l'opération. Le taux des inscriptions final révèle également le taux de satisfaction des étudiants quant à leurs choix premiers, mais l'on ne pourra se prononcer qu'à l'issue de traitement de tous les recours de transferts, a-t-on souligné. «On ne s'attend pas à beaucoup de recours dans ce sens, car tout un travail a été fait, et même avant l'épreuve du bac. Nous faisons des campagnes de sensibilisation en nous rapprochant des lycéens

et leurs parents, nous avons mis en place un système d'information efficace en plus du guichet unique. Ceci a réduit sensiblement les recours», commente un agent d'administration chargé des inscriptions. Pour sa part, M. Morsli a rappelé que les transferts et les nouveaux enregistrements sont principalement dus à l'existence de spécialités uniquement à Oran 1. Pour rappel, l'université Ahmed Ben Bella compte cinq facultés et deux instituts. Il s'agit des facultés de médecine, lettres et arts, sciences de la nature et de la vie, sciences humaines et islamiques, et la faculté des sciences exactes, en plus d'un institut des sciences et techniques appliquées et l'institut de traduction.

DE NOUVEAUX INSTITUTS ET UN MASTER À DISTANCE

Un troisième institut s'ajoutera aux deux existants en cette rentrée 2016/2017 avec deux spécialités : optiques et mécanique de précisions et appareillage scientifique. De nouvelles spécialités seront ouvertes cette année dans la faculté des sciences de la nature et de la vie. Il s'agit de la filière nutrition-alimentation et une autre en biotechnologie (qui existe à l'USTO). Une autre filière a été introduite dans le département des sciences exactes : les mathématiques appliquées.

En outre, le département de langue arabe à la faculté des lettres lancera pour une première expérience dans le pays un master qui sera enseigné à distance pour des dizaines d'étudiants. Le projet en question s'intitule «Didactique et pédagogie de la langue arabe»,

et sera assuré par des enseignants ayant suivi une formation spéciale en juillet 2016, a précisé Morsli Laâradj. Notre interlocuteur a annoncé par ailleurs la réception de nouvelles infrastructures au niveau du pôle universitaire de Belgayed (est d'Oran), avec 3000 places pédagogiques ainsi qu'une nouvelle bibliothèque à proximité de la résidence Le Volontaire 1500. Autre bonne nouvelle, les travaux à l'arrêt au niveau du centre de documentation Credish au centre-ville d'Oran reprendront également, a-t-on assuré. Notre interlocuteur a rappelé que 3000 places pédagogiques ont été réceptionnées l'année passée en faveur de la faculté des sciences de la nature et de la vie. Enfin, il faut savoir que plusieurs bureaux et salles de classe sont en train de fermer à Es Senia après la réception de ces places pédagogiques, puisque de nouveaux espaces sont libérés à Belhayed. Ainsi, les étudiants en master anglais ont été transférés à Belgayed et ceux d'allemand sont installés à l'ILE (Maraval). L'année passée, beaucoup de problèmes ont été soulevés et la rentrée avait commencé par plusieurs grèves, avec la fermeture des universités. Le principal souci était la gestion administrative des dossiers des étudiants ainsi que l'éloignement des classes de cours de l'administration. Ainsi, Es Senia, Belgayed, l'USTO et l'ILE ont tous été fermées par les étudiants grévistes en début d'année. Pour cette rentrée, les choses semblent a priori aller mieux, grâce à la numérisation et l'ouverture de plusieurs spécialités en master notamment.



Mobilité | L'étudiant, un produit comme un autre

Cest un marché florissant qui rapporte quelque 30 milliards de dollars annuels aux Etats-Unis et près de 5 milliards d'euros à la France. La mobilité des étudiants à l'étranger est une aubaine pour les pays d'accueil. Boostée par le processus de la mondialisation avec son corollaire intégré au palier tertiaire de l'éducation, en l'occurrence le système LMD, la mobilité des universitaires est une nouvelle tendance mondiale qui a touché plus de 4.1 millions d'étudiants en 2013, soit près du double des déplacements enregistrés en 2000. Selon une étude de l'Unesco intitulée «La mobilité des étudiants internationaux» publiée en février 2016, près de 2 étudiants sur 10 au niveau mondial sont partis à l'étranger pour étudier. La palme des pays d'accueil revient aux Etats-Unis qui raflent 19% de l'ensemble des étudiants internationaux. Ils sont suivis par le Royaume-Uni (10%), l'Australie et la France ex aequo (6%), Allemagne (5%), la Fédération de Russie, le Japon et le Canada avec 3%. Dans le monde arabe, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont accueilli (en 2013) quelque 4% de cette part de marché mondial.

Pour ce qui est des pays de départ, logiquement (par le nombre de sa population), c'est la Chine qui figure en pole position avec plus

Où vont les étudiants algériens ?

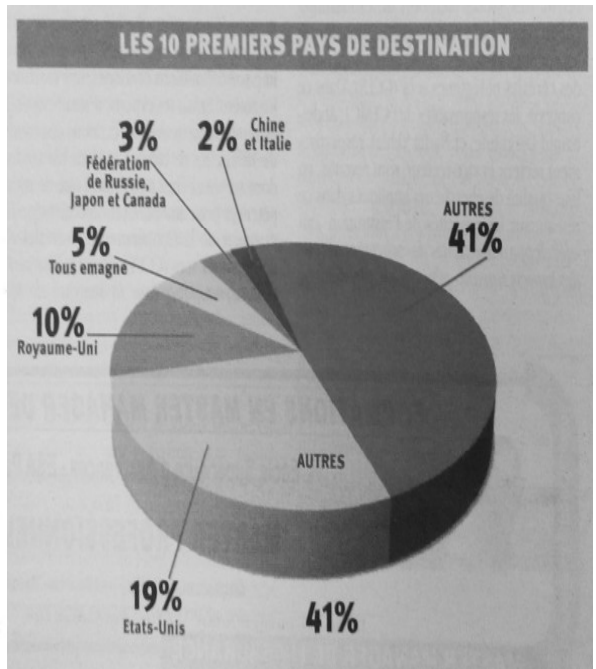
France : 16 558 | Turquie : 36 | Russie : 133 | Oman : 23 | Arabie Saoudite : 447 | Egypte : 91 | Tunisie : 115 | Espagne : 181 | Royaume Uni : 233 | Italie : 134 | Hongrie : 15 | Tchèque : 18 | Suisse : 116 | Belgique : 263 | Ukraine : 90 | Afrique du sud : 20 | Allemagne : 136 | Canada : 468 | Corée du sud : 24 | Etats-Unis : 164 | Jordanie : 35 | Slovaquie : 2

de 712 000 jeunes étudiants partis à l'étranger. Elle est suivie par l'Inde (182 000), l'Allemagne (119 000), la République de Corée (116 000) et la France (84 000). Le premier pays arabe listé est l'Arabie Saoudite avec ses 74 000 étudiants inscrits dans d'autres pays. Et pour le continent africain, c'est le Nigeria avec ces 52 000 jeunes qui ouvre la liste. S'agissant de l'Algérie, l'étude de l'Unesco permet de comptabiliser quelque 20 695 étudiants inscrits sous d'autres cieux, principalement en France avec plus de 16 000 et au Canada avec moins de 500 à quasi égalité avec l'Arabie Saoudite. Pour ce qui est de la mobilité vers l'Algérie, l'indicateur par pays d'origine se stabilise à moins de 5 personnes, toutes nationalités confondues. Le taux de mobilité vers l'étranger est de 1.6%. Quant au nombre total d'étudiants étrangers inscrits, il est de 7953, ce qui donne un taux de mobilité vers l'Algérie de 0.6%.

Mais, au-delà de ces statistiques, le marché de l'étudiant connaît une concurrence sans merci. A coups de classements internationaux, de bourses accordées et de politiques volontaristes, plusieurs pays se lancent dans une course effrénée pour attirer le maximum de jeunes étudiants dans leurs établissements. Il faut dire, contrairement à l'idée reçue, que cette mobilité n'avantage pas seulement les étudiants partants. C'est même beaucoup plus complexe et pernicieux que cela. Dans une dépêche de l'Agence officielle française (AFP), parue hier et intitulée «La France avance ses pions sur le marché des étudiants étrangers», l'auteur a eu l'ingénieuse idée de préciser que la France considère les étudiants étrangers comme «une manne économique» et «des ambassadeurs de demain». Rien que cela. Tentant de tirer son épingle du jeu face aux grandes destinations (Etats-Unis, Grande-Bretagne et l'Australie), la France compte quelque 300 000 jeunes étudiants étrangers, soit une augmentation de 77% par rapport à l'année 2000. Avec ces 6% de parts du désormais marché mondial de l'étudiant,

elle gagne quelque 4.65 milliards d'euros par an en frais d'inscription, dépenses courantes, visites familiales et autres, révèle la dépêche. «En retranchant les coûts de leur formation, le solde net s'élève à 1,7 milliard d'euros», poursuit le rédacteur. Et l'avantage ne se limite pas à cela. La mobilité des étudiants sert aussi à la constitution de lobbies internationaux fidèles aux cours reçus. «Ces jeunes, de retour chez eux, deviennent des ambassadeurs de notre pays et des relais d'opinion, voire des oreilles attentives lors des négociations de gros contrats commerciaux. Mais il faut gagner sa place, la compétition est de plus en plus difficile», déclare Didier Raymond, directeur des études à Campus France à l'AFP. C'est dit. Ainsi donc, les grandes puissances économiques et par ricochet «universitaires» aiguisent leurs politiques d'émigration étudiante pour trancher dru dans le gâteau

universel du savoir et du pouvoir. Et loin de ces considérations, l'Université algérienne qui annonce lutter contre la malhonnêteté intellectuelle et la révision de la gestion des œuvres universitaires reste à la marge. Avec son entêtement idéologique basé sur la gratuité de l'éducation, elle n'arrive toujours pas à donner un semblant de leur sur la possibilité de rendre l'Université rentable de quelque manière que ce soit. Plus de 4% de la population algérienne occupent les bancs des universités. L'Algérie dépense quelque 300 Mds de dinars pour le secteur de l'enseignement supérieur, un étudiant coûte à l'Etat quelque 200 000 DA par an. Ils sont environ 25 000 (étudiants) à profiter de la mobilité. Ils ne sont pas nombreux à revenir. Et sur ce petit nombre, combien ont été formatés et intégrés dans le système du lobbying ? La question mérite d'être posée.



La recherche scientifique | à la rescousse de la filière du blé dur

Le réseau filière blé dur est une organisation de recherche qui s'inscrit dans le plan d'action du gouvernement composé de quatre axes directeurs. La finalité est d'améliorer et sécuriser la production, augmenter les rendements et créer de grandes exploitations, notamment dans le sud du pays.

Naïma Djekhar
ndjekhar@elwatan.com

Le prisme de l'insécurité alimentaire qui plane sur bon nombre de pays dits en voie de développement, dont l'Algérie, devient une préoccupation sérieuse quand il est de notoriété publique que la production céréalière ne couvre que partiellement les besoins d'une population sans cesse grandissante. Tous les experts conviennent de l'insuffisance des ressources dans les cinquante années à venir pour nourrir les milliards d'êtres humains. Il est évident que seuls les pays développés tireront leur épingle du jeu, suivis par ceux qui ont anticipé ce genre de sinistre. L'Algérie ne souhaite pas être à la traîne. L'autosuffisance en matière agricole est l'un de ces défis pour ce XXI^e siècle et au-delà. Pour ce faire, il faudra produire davantage et assurer des rendements conséquents. L'industrialisation de l'agriculture s'impose en passage obligé. D'où l'instauration de spécialités et de schémas de recherche dans les différents secteurs agricoles, dont la culture du blé, cette céréale qui a coûté la bagatelle de plus de 2 milliards USD, l'année dernière, en facture d'importation. L'Etat lance ainsi le réseau filière blé dur. Pourquoi le blé dur et pas le blé tendre privilégié dans la consommation des Algériens ? Peut-être parce que le blé dur coûte deux fois plus cher sur le marché mondial que le tendre. Selon Mohamed El Hadi Sakhri, directeur de l'Institut technique de la généralisation des cultures (ITGC) du Khroub (Constantine), le choix est vite fait quand l'acquisition de 3 q de blé tendre équivaut à 2 q de blé dur seulement. La stratégie nationale s'est aussi faite de l'importation et de ses factures exorbitantes par le biais de la recherche et des technologies intrants dans l'agriculture. A ce propos, une journée d'étude, sur le réseau filière blé dur, a été organisée, le 28 septembre dernier, à l'université des Frères Mentouri de Constantine (UFMC1) en partenariat avec la direction et les services agricoles, ITGC et la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS). Dans ce contexte, les responsables de l'UFMC1, Abdelhamid Djekoune, et Nadia Ykhlef, respectivement recteur et vice-recteur, sont revenus, en leur qualité de chercheurs impliqués dans ce réseau, sur les capacités de l'institution qui «développe des activités de recherches autour des aspects suivant : génotypage, physiologie,

biochimie, génétique, agronomie, qualités et transformation concernant les céréales, notamment le blé dur, menées par différentes équipes de recherches qui ont acquis des compétences aréères relatives à la problématique de la production du blé dur en conditions de stress». Toujours en ce qui concerne le blé dur, l'UFMC1 s'est en parallèle lancée «dans le domaine de la biotechnologie végétale par la mise en place d'une plate-forme qui traite de la sélection in vitro, de la variation somaclonale, du croisement interspécifique, du sauvetage d'embryons, de l'haplo diploïdisation, de la mutagenèse et de l'utilisation des PGPR (PlanGrowth-Promoting Rhizobacteria) comme bio fertilisant». Des appellations méconnues des profanes, mais que les spécialistes assurent de l'impact positif sur la sélection de variétés et leur culture. L'aspect de la relation changement climatique et la production du blé dur est aussi abordé. «L'irrigation reste une préoccupation de recherche qui devait être développée dans le cadre de ce réseau en focalisant les travaux sur la relation phénologie, structure de la plante et apports en eau en fonction des conditions pédoclimatiques», sera-t-il soutenu.

LOURDE FACTURE D'IMPORTATION

L'université des Frères Mentouri se dit partenaire dans ce plan d'action : «L'engagement de l'UFMC1 avec les différents acteurs de la filière blé dur se veut un responsable complémentaire et efficace pour participer à l'effort national de recherche destinée à améliorer la production du blé dur sur le plan quantitatif et qualitatif. A cet effet, 5 laboratoires de recherche impliquant 50 chercheurs et doctorants seront prêts pour ce rendez-vous». Cette journée Réseau filière blé dur intervient suite à la réunion tenue, le 28 mai 2016 à l'INRA (Alger), pour le lancement des réseaux de la recherche. Les recommandations qui en découleront serviront de base à la feuille de route qui incarnera cette synergie entre la recherche et le secteur socioéconomique, dont celui de l'agroalimentaire. La consommation du blé dans le monde est estimée à 200 kg/an/habitant, selon M. Sakhri. Et à lui de mettre le doigt sur une réalité fort critiquable : «L'Algérien consomme 526 g de blé, alors que la moyenne mondiale est de 180 g. Nos besoins sont énormes et le gaspillage l'est aussi. Nous jetons 30 millions de baguettes de pain/ jour. La politique de rationalisation des importations est aussi tributaire du changement de comportements alimentaires». Le blé représente 70% des importations nationales. En 2015, on a importé 6,7 millions de tonnes, une tendance haussière. Selon les experts, il serait possible de renverser cette courbe, car nous disposons de 18 variétés de blé dur et 11 de blé tendre dont six «nées chez nous», ainsi que de compétences pour atteindre cet objectif. Selon le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), il existe «une véritable dynamique dans la semence de blé

grâce à l'intervention des pouvoirs publics en matière de matériels, crédits d'exploitation, respect optimal du tracé technique». L'exemple de Constantine est arboré. Wilaya pionnière, elle a réalisé cette année 1,8 million de céréales en dépit d'une pluviométrie peu abondante. «Les résultats sont prometteurs, mais demeurent insuffisants, relèvera-t-il, puisque le pays importe toujours des millions de tonnes de blé annuellement.»

DES AMBITIONS MESURÉES

La politique agricole ambitionne l'arrêt de l'importation du blé à l'orée 2020. Le gouvernement a tracé un plan d'action composé de 4 lignes directrices, à savoir atteindre un rendement de 80 q/h, sécuriser la production et l'améliorer, ainsi que la création de grandes exploitations dans le Sud. Dans cette stratégie, le céréaliculteur est le premier maillon qui, de surcroît, bénéficie de subventions publiques. L'Etat achète la tonne de blé à 4500 DA au producteur et la revend à 2800 DA aux moulins, a-t-on appris. Et partant, ce réseau se veut un lien direct avec cet acteur incontournable du secteur agricole aux fins de lui procurer assistance technique et scientifique pour améliorer les variétés, augmenter la production et réduire la facture d'importation, selon l'ensemble des intervenants. La collaboration de l'université avec le secteur de l'agriculture intervient donc à point nommé. Elle reste la voie la mieux indiquée pour améliorer et développer les performances de l'Algérie dans cette filière blé dur. Les équipes de recherche de l'université des Frères Mentouri, dans sa mission d'orientation des équipes de recherche, a dégagé cinq aspects, à savoir «ressources énergétiques, qualité, technologie et transformation, maladies et ravageurs, fertilisation biologique, nutrition minérale et PGPR (bactéries bénéfiques à la croissance des plantes) et biotechnologie des céréales (blé dur)», selon l'UFMC1. Chacune des équipes de recherche aura un axe à développer. La palette des thèmes est très fournie, allant de la diversité génétique et identification moléculaire du blé dur algérien, jusqu'à la biologie des sols et le développement durable de l'agriculture. Pour ce qui est des résultats scientifiques, retombées et applications, il est question de «l'identification variétale par les marqueurs génétiques et établissement d'un catalogue des blés en Algérie, contrôle de l'identité de la pureté variétale des lots commerciaux et de la semence, marquage génétique des constituants du grain, contrôle des Organismes génétiquement modifiés (OGM), sélection pour la qualité technologique, entre autres», a-t-il été indiqué.



La biomasse phoénicicole | Le palmier dattier pourrait alimenter plus d'un million de logements en énergie

Le développement de la biomasse connaît aujourd'hui un grand essor en réponse à l'engagement planétaire dans la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz...). À l'unité de recherche appliquée en énergies renouvelables (URAER), les chercheurs s'attellent à démontrer l'étendue des avantages de la biomasse phoénicicole dans la production d'énergie.



Fatma-Zohra Foudil
fmfoudil@elwatan.com

Au XXI^e siècle, la civilisation du pétrole rend la vie plus facile pour l'homme, mais en contrepartie, elle occasionne une dégradation violente de l'environnement. Face à ce dilemme, l'urgence de changer de mode de consommation énergétique est une problématique prioritaire. Une des solutions serait-elle le retour aux énergies fondamentales : le soleil et la biomasse ? Mais à quel coût ? Les technologies récentes permettent de transformer la biomasse en hydrocarbure en quelques heures, rendant le changement une simple question de volonté. Mais à quel point la biomasse peut-elle remplacer les énergies fossiles ? Quels bénéfices, cette source d'énergie pourrait-elle apporter à l'environnement, ainsi qu'à l'humanité ? En un an, l'homme consomme environ 12 milliards de tep (tonnes d'équivalent pétrole). L'énergie solaire reçue par la terre équivaut à 90 000 milliards de tep, et l'énergie que stocke la biomasse par sa croissance est à 72 milliards de tep (2008) – statistiques de l'agence internationale de l'énergie. À l'unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) de Ghardaïa, des chercheurs concentrent leur attention sur les potentialités offertes par la biomasse phoénicicole (palmier dattier) comme source d'énergie. «*La biomasse phoénicicole est l'épine dorsale de l'écosystème oasien*», assure Khalida Bousdira, maître de recherche à l'URAER. La chercheuse s'est intéressée à présenter un aperçu de la composition chimique du combustible biomasse phoénicicole dans l'oasis algérienne (cas de Guerrara). De ce travail, l'équipe de recherche tire une série de conclusions sur les avantages d'une telle source d'énergie. D'abord, il est mis en relief l'existence d'une biomasse extraite à partir de sept sous-produits phoénicicoles de palmiers dattiers (*Phoenix dactylifera* L.) entre autres, la palme, le rachis, le pétiole, la spathe et le fibrillum. «*Le palmier dattier*

est naturellement sec par régénération naturelle de la biomasse et contient l'humidité à faible concentration (environ 7%). Ce critère est très avantageux pour le stockage et la conversion thermique de la biomasse», explique la chercheuse dans son étude. Par ailleurs, l'autre force de cette biomasse réside dans le rapport élevé de la concentration des cendres des sous-produits (5%) par rapport aux biocombustibles solides conventionnels. «*Ce paramètre a un effet significatif en particulier sur les processus thermochimiques, car il influe positivement sur la capacité énergétique de la biomasse dans l'ensemble. La valeur calorifique brute (expérimentale) de la biomasse considérée dans cette étude (environ 18 MJ/kg) est comparable pour les biocombustibles solides connus*», explique M^{me} Bousdira, en ajoutant : «*Ce paramètre varie selon les matières volatiles, carbone fixe et la composition élémentaire. Ces derniers sont plus près des résultats rapportés dans la littérature, en particulier celles du bois et de déchets agricoles.*

UNE RESSOURCE À VALORISER

Mais pourquoi s'intéresser à la biomasse phoénicicole ? En plus d'être un arbre mythique et symbole des différentes civilisations, le palmier dattier constitue l'élément essentiel de l'écosystème oasien. Sa biomasse présente de nombreux avantages, dont la disponibilité, la biodiversité, l'aspect renouvelable ainsi que le potentiel énergétique. «*Rarement étudiée, la valorisation de cette ressource nécessite une connaissance détaillée et précise de tous ses composants. Par conséquent, l'identification et la caractérisation chimique de cette biomasse est la première et la plus importante étape de l'enquête sur l'étude de potentiel énergétique de cette ressource renouvelable*», indique la chercheuse. Par ailleurs, il est important de savoir que l'Algérie gagnerait à valoriser cette ressource, car elle

jouit de plusieurs avantages à même de faire émerger cette source d'énergie. Il y a en premier lieu l'extension des parcs phoénicicoles, donc l'augmentation de l'étendue de la biomasse qui peut être exploitée. En second lieu, la possibilité de conserver et de convertir la biodiversité phoénicicole en développant cette idée. La contribution à la lutte contre la désertification est un autre argument, et enfin la gestion intégrée des oasis des déchets en liaison avec d'autres formes d'énergie renouvelable. Pour ce qui est des potentialités de cette biomasse, il est utile de noter que le parc algérien a accru d'environ 50% entre 1983 et 2003, passant de 7,6 millions à 14,6 millions de palmiers. Ce qui classe le pays à la quatrième position mondiale dans la production phoénicicole. «*Sur le plan de la variété, un inventaire effectué révèle ainsi l'existence de 940 cultivars*», estime M^{me} Bousdira. «*Cette étude a montré qu'à l'échelle nationale (Algérie), la quantité de déchets lignocellulosiques phoénicicole est d'environ 807 992 tonnes, ce qui rend l'énergie phoénicicole à environ 347 374 tep (données de 2012). Cela a conduit les chercheurs à en déduire le nombre de logements potentiels qui pourraient être alimentés pour être environ de 1 196 581 maisons. Par conséquent, le concept de la bioénergie dans l'écosystème oasien mérite une attention particulière*», note l'étude. En outre, la chercheuse explique qu'il existe un manque d'informations sur les substances chimiques, les phases et la composition des cendres provenant de la biomasse. «*Peu d'études ont effectué des analyses immédiates, ultimes et la teneur en cendres en même temps. Ces trois éléments sont essentiels pour identifier le comportement énergétique de la biomasse*», est-il écrit dans l'étude. Cette dernière indique que plusieurs recherches ont examiné remarquablement différentes parties du palmier dattier, mais aucune n'a examiné l'aspect de la variété (biodiversité) de la biomasse phoénicicole ainsi que les propriétés chimiques du palmier dattier, pour une éven-

tuelle récupération d'énergie dans les écosystèmes oasiens différents.

UNE RESSOURCE MAL CONNUE

D'autres caractéristiques biochimiques (hemicellulose, lignine, cellulose, etc.) utiles pour notre étude, ont été référencés pour diverses applications de la biomasse phoénicicole. Ces utilisations concernent essentiellement la nourriture du bétail, la production du papier ainsi que le traitement des eaux usées (charbon actif). «*Malgré la grande quantité de données sur l'énergie de la biomasse, l'absence d'études fiables et exhaustives sur la caractérisation chimique nous fait envisager cet aspect dans le contexte de l'oasis*», déplorent les rédacteurs de l'étude. En effet, si l'on est dans l'écosystème oasien, caractérisé par sa biomasse phoénicicole, une crainte et une vive incertitude résident dans le fait que ses dépôts sont, d'une part, insuffisants et, d'autre part, incompatibles ou inadéquats en performance par rapport aux ressources utilisées classiquement dans le secteur de la bioénergie. Rappelons que cette étude s'inscrit dans une thématique de l'unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) et a pour but l'évaluation du gisement de biomasse dans la région aride et semi-aride. Elle vise également à déterminer les caractéristiques chimiques liées aux transformations thermochimiques. La réalisation immédiate d'analyses (humidité, matière volatile, carbone fixe, cendres) et la détermination du pouvoir calorifique sont une première étape nécessaire pour l'étude de la qualité énergétique de la biomasse. Cependant, ces analyses sont loin d'être suffisantes pour la prévention et l'explication du comportement de la biomasse dans les conversions énergétiques.

USTO | L'UNEA monte au créneau

L Akram El Kebir
 etudiant@elwatan.com

L'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a appelé à une grève générale, hier matin, au département de génie mécanique et maritime, dans la faculté IGCMO, celle-là même qui est sous la tutelle de l'université de l'USTO. Or, en milieu de matinée, l'UNEA a décidé de suspendre la grève jusqu'à lundi prochain, en raison des négociations qu'elle a engagée avec le doyen et vice-doyen de ladite faculté, ainsi que le vice-recteur de l'université de l'USTO. A vrai dire, la grève a été motivée par l'UNEA suite à plusieurs problèmes à caractères pédagogiques, dont on compte, entre autre : le retard dans l'annonce des résultats des délibérations finales de l'année universitaire 2015/2016, le non-respect de la procédure du système LMD, ou encore, le retard dans l'affichage des listes des spécialités de mastère en génie maritime. Ces points ont donc été soulevés, hier, entre les membres de l'UNEA et les responsables respectifs de l'IGCMO et l'USTO, après quoi, ces derniers ont promis aux étudiants protestataires que leurs revendications seront satisfaites les tous prochains jours. *«Ils nous ont affirmé qu'ils tiendront eux-mêmes une réunion restreinte au niveau de l'USTO jeudi prochain, et qu'on aura leur retour le lundi suivant, avec la satisfaction de toutes nos revendications. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé, en attendant, de suspendre la grève».* Concernant le retard dans l'annonce des résultats des

délibérations finales de l'année universitaire 2015/2016, les étudiants rencontrés hier nous ont expliqué que lors de la réunion tenue hier matin, les responsables leur ont assuré que le problème est désormais réglé, et que les listes des spécialités de Master seront affichés ces jours-ci. Pour ce qui est du non-respect du système LMD, il faut savoir que ce système stipule que dans le cas où l'étudiant n'obtient la moyenne dans une matière requise, il peut passer à l'année suivante si sa moyenne générale le lui permet, mais il ne pourra obtenir de diplôme qu'une fois avoir refait les examens des matières requises où il a échoué. *«Cependant, durant la dernière année universitaire, les responsables ont décidé que l'étudiant ne pouvait pas passer à l'année supérieure s'il n'avait pas la moyenne dans une des matières requises. Pis ! Ils nous ont fait part de cela qu'au mois de juin, sans nous laisser le temps de nous préparer».* Sur ce point, il en ressorti, lors de la réunion d'hier, qu'une commission incluant le vice-recteur et quelques professeurs d'université se constituera prochainement et réfléchira à ce problème avant de statuer. Seul un point auquel les interlocuteurs de l'UNEA ont admis leur impuissance est celui relatif au bassin de carène, ce grand projet de la branche génie maritime, pompeusement inauguré en 2007, pour ne jamais démarrer depuis. *«Le bassin d'essai des carènes est un projet qui a bénéficié d'un budget mirobolant. Il s'agit d'un énorme bassin où étudiants et chercheurs auraient du faire des essais et des expériences à partir de maquettes de bateaux. Or, depuis son inauguration en 2007, il n'a jamais démarré».*

Effectivement, quand nous nous sommes rendus voir cette infrastructure, force était de constater qu'elle était dans un état d'abandon total. *«Les étudiants qui étaient là avant nous ont fait pas mal de grève à cause de ce problème. C'est vraiment désolant ! Mais nos interlocuteurs de ce matin ont été formels : la non-mise-en-service de ce bassin n'est pas de leur ressort !»* Enfin, les étudiants de l'IGCMO souffrent d'autres problèmes encore, de moindre importance certes, mais qui, tout de même, finissent par miner leur vie estudiantine. Ainsi, il y a le problème des T.P (Travaux Pratiques) qui se font au sein de l'USTO, faute d'équipement dans leur faculté, et qui les obligent à se déplacer, plusieurs fois par semaine, d'une université à une autre. Il y a aussi le manque d'hygiène, du fait que seules trois femmes de ménages activent au sein de cette faculté, alors que le bon sens voudrait que ce nombre soit au moins quadruplé. *«Notre faculté est grande, mais elle n'est pas exploitée à 100%, se désole un étudiant. Où sont les espaces verts ? Où sont les jets d'eaux ? Où est la cantine ? Nous étudions dans la désolation. Certes, il y a parfois de bonnes initiatives qui se font, comme l'aménagement d'une salle de sport. Mais normalement, le restaurant universitaire doit être prioritaire !»* Et un autre de renchérir : *«Les toilettes sont déginguées, avec l'eau qui ne vient qu'occasionnellement. En hiver, c'est la catastrophe : à cause du manque d'étanchéité, les amphithéâtres sont débordés».* Et de conclure : *«Il est grand temps qu'on prenne au sérieux nos doléances !»*

Ouargla | L'unité de recherche et d'analyses physicochimiques bientôt opérationnelle

La nouvelle unité régionale de recherche et d'analyses physico-chimiques (URRAPC), en construction à l'université Kasdi Merbah de Ouargla, sera bientôt réceptionnée, a appris hier l'APS auprès du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette future structure, qui s'étend sur une superficie de 5000 m² au niveau du pôle universitaire n°3, dont les travaux sont en voie d'achèvement, bénéficiera d'une opération d'équipement pour un montant estimé à 480 millions de dinars, a précisé Ahmed Bouterfaya. L'URRAPC de Ouargla se chargera notamment de promouvoir la recherche appliquée dans les régions du Sud, d'accompagner le secteur économique et industriel, en plus de perfectionner et développer des techniques d'analyses physico-chimiques pour le secteur éta-

tique et privé, valoriser les ressources naturelles des régions sahariennes et effectuer des audits, a-t-il expliqué. Selon le même responsable, l'unité en question sera composée de deux divisions, l'une dite de «sécurité alimentaire» et l'autre de «sécurité sanitaire». La division de sécurité alimentaire est spécialisée dans la transformation et la valorisation de la datte algérienne, du lait camelin et de la céréaliculture, en plus de la mise au point de méthodes d'analyses et de contrôle-qualité des produits agroalimentaires et phytosanitaires, selon la fiche technique. La division de sécurité sanitaire concerne l'extraction et l'analyse de molécules à valeur ajoutée, à partir de plantes sahariennes, l'analyse toxicologique des extraits naturels, le développement de bio-pesticides et la caractérisation

d'un vaccin (sérum) anti-scorpionique, est-il signalé. Piloté par la direction de développement et des services scientifiques et techniques, ce projet entre dans le cadre d'un programme national d'envergure portant sur la réalisation de trois unités régionales spécialisées dans les wilayas de Ouargla, Annaba et Sidi Bel Abbès. La réalisation de ces unités a pour objectif de contribuer à la recherche scientifique dans différents domaines et consolider les capacités nationales d'analyse physico-chimique de la communauté universitaire et du secteur socio-économique et industriel, signale-t-on.

APS

La culture en réponse à la terreur

Rome.
Réda Merida

Hier et comme chaque soir, je bavardais sur la terrasse avec mes colocataires italiens, ils m'expliquaient à quel point ils étaient excités de recevoir le nouveau passe qui leur permettra d'enrichir leur vie culturelle gratuitement. Ils m'énuméraient les musées qu'ils comptaient visiter, les concerts et opéras auxquels ils aimeraient assister et se conseillaient entre eux des livres valant la peine d'être lus. En effet, le gouvernement vient de leur offrir un bonus de 500 euros à dépenser dans des activités culturelles. Cette initiative a été annoncée le 24 novembre de l'an dernier quand



le chef du gouvernement Matteo Renzi a annoncé au siège de la mairie de Rome que l'Italie entraînait officiellement en résistance face à Daech et que pour chaque euro dépensé pour la sécurité, il faudra un euro de plus à investir dans la culture. *«Ils sèment la terreur, nous répondons par la culture. Ils détruisent les statues, nous aimons l'art. Ils détruisent les livres, nous sommes le pays des bibliothèques. Nous ne changerons jamais notre mode de vie, ils capituleront avant !»*, a-t-il déclaré. Pour contrer la propagande islamiste, le gouvernement italien a créé un passe-culture que chaque jeune obtient à ses 18 ans après en avoir fait la demande. Ce passe de 500 euros ne peut être dépensé qu'en livres, billets pour les musées, les salons, les concerts, tickets de cinéma et de théâtre, ou encore pour visiter des parcs naturels ou des monuments historiques. Et au-delà de cet objectif, cette initiative permettra surtout de décloisonner la culture des cercles mondains en effaçant les inégalités des jeunes face à l'accès à celle-ci. Alors qu'aujourd'hui encore, en Algérie, beaucoup ne savent pas que Omar Racim était un célèbre peintre avant d'être un lycée, nous ne pouvons qu'espérer que cette action puisse inspirer l'homologue algérien de Matteo Renzi. Dans notre pays où la culture est la première victime de la récession et où le budget du ministère des Moudjahidin est supérieur à celui de la Culture, il devient impératif de redessiner les contours d'une nouvelle politique culturelle. Peut-être en commençant par déconcentrer le peu d'activités culturelles qui existent, puisqu'Alger n'est pas l'Algérie, ou en arrêtant de se servir des musées comme leviers de propagande concernant le roman national, ou juste en mettant en valeur les initiatives des jeunes Algériens (exemple *El Medreb*), ou...ou...

Zetla !

Anouar Rahmani

J'ai ce souvenir amer qui ne me quitte plus depuis ce soir où une chaîne de télévision a invité un chef terroriste, un sanguinaire, l'ex-chef de l'AIS, le dénommé Madani Mezrag. Oui, ce sombre souvenir ne me quitte pas et pour cause, ce récit ignoble d'un carnage commis par ce grand terroriste qui ose raconter avec force détails son crime, ou comment il a ôté la vie à un soldat, sans aucune pitié et avec beaucoup de fierté. Cela a soulevé un tollé et nombreux étaient les journalistes qui avaient dénoncé avec force cette lâcheté. Dans cette interview écœurante qui a soulevé l'ire et suscité émoi et indignation, personne n'a décelé le véritable scoop, une révélation de taille aussi dangereuse que le terrorisme lui-même.



«Avant de déposer les armes, le pouvoir nous a garanti des emplois, certains de mes camarades ont été engagés comme instituteurs ou enseignants dans les écoles de formation d'imams». J'avoue que je suis resté bouche bée devant une telle révélation. Je me demande encore comment ont-ils pu faire cela ?

Ont-ils réellement mis entre les mains des terroristes les écoles de formation des imams ? A quoi ont-ils pensé au moment de prendre cette décision ?

Suite à cela, j'ai perdu complètement confiance en les mosquées et les imams. A chaque fois que je passe devant une mosquée, je me pose la même question : cet imam a-t-il été formé par un terroriste ? Le doute m'emporte et la peur m'habite, surtout à la vue de tous ces jeunes qui partent en masse chaque vendredi écouter religieusement le prêche de l'imam qui peut-être a été formé par celui-là qui hante mon esprit et nourrit mon angoisse. Dans ma tête, le lien est vite fait, l'extrémisme et la violence dans lesquels baigne la nouvelle génération a peut-être une explication, une source identifiable. Elle est là ! Au su et au vu de tout le monde. Pour être clair, le but derrière ce placement dans les écoles de formation des imams n'étant pas de reproduire la même idéologie religieuse extrémiste et dévastatrice et la perpétuer dans la nouvelle génération afin de freiner tout développement de la société et empêcher toute vision moderne et progressiste et interdire bonnement le droit à la pensée libre et critique. Pour une raison simple et sans raccourci aucun : éviter au système corrompu en place la menace de l'avènement d'une société libre qui risque de l'emporter sur son passage. Ce que je qualifierai d'une «zetla» religieuse n'est en fait qu'une manière indigne de maintenir mes compatriotes dans le statut d'«indigènes» hérité du colonialisme et donner par la même occasion aux gouvernants actuels la légitimité qu'ils n'ont pas pour continuer à régenter non démocratiquement la société pour encore longtemps en instrumentalisant la religion.

Ainsi, le peuple est considéré comme immature, à qui on explique les phénomènes benoîtement, qu'ils soient naturels, sociaux, juridiques, politiques ou autres. L'imam dans l'imaginaire collectif est devenu un divin qui possède donc un poids social inégalé ; de ce fait, on a produit abstraitement une société théocratique, dogmatique où le moindre fait et geste, la moindre pensée ou tentative de questionnement est sous contrôle strict exercé par ces imams en herbe formés par je ne sais qui... Au nom de ce qu'ils appellent : unicité religieuse du peuple algérien.

Si les révélations s'avèrent vraies, il devient donc aisé de penser que cette «zetla», fourguée gracieusement aux jeunes et entretenue sciemment par le pouvoir, peut à l'avenir provoquer l'irréparable et conduire le pays vers toutes les dérives inimaginables où l'extrémisme religieux prendra des proportions alarmantes.

Madani Mezrag a avoué le besoin fanatique dont a besoin le pouvoir pour asseoir sa légitimité, cela me fait rappeler les propos de Kamel Atatürk à ce sujet : *«L'homme politique qui a besoin des secours de la religion pour gouverner n'est qu'un lâche ! [...] Or, jamais un lâche ne devrait être investi des fonctions de chef d'Etat»*.

Hommage à Fanny Colonna

● Un hommage va être rendu mardi à Oran à la sociologue algérienne Fanny Colonna, en reconnaissance à sa contribution à l'émergence de l'anthropologie culturelle du Maghreb et de l'Orient musulman.

Cette journée hommage est organisée par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), en collaboration avec l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) et le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNR-PAH).

Née en 1934 à Theniet El-Abed, dans la wilaya de Batna, et décédée en novembre 2014, cette sociologue a été, sa vie durant, animée par un désir ardent et constant de contacts et d'échanges avec la communauté scientifique d'Algérie et d'ailleurs. Les organisateurs de cet hommage estiment que cette sociologue figure parmi celles et ceux qui ont constamment œuvré pour faire advenir une science humaine et sociale sans «tabous» ni «complexes». «Elle avait débroussaillé, dénivélé, labouré et semé, à l'instar de nombreux cher-

cheur(e)s algériens, le champ des sciences humaines et sociales. Une large part de ses travaux, et notamment ses toutes dernières publications, évoquent la transmission générationnelle des pratiques et des échanges Sud/Sud dans les sciences humaines et sociales», soulignent-ils dans une présentation de l'hommage. Fanny Colonna avait participé à la formation d'étudiants algériens dans le cadre des ateliers de formation organisés par l'Ecole doctorale d'anthropologie, pilotée par le Crasc.

Inhumée à Constantine en décembre 2014, Fanny Colonna a laissé un héritage scientifique important. Auteure d'ouvrages comme «Instituteurs algériens 1883-1939», «Les Versets de l'invincibilité, permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine», «La Vie ailleurs des Arabes en Corse au XIXe siècle», Colonna a rompu avec une pensée coloniale à partir de la critique du déracinement et de l'exclusion des sociétés colonisées. Elle s'est consacrée à une réflexion sur les conditions d'une histoire sociale du Maghreb colonial, et en particulier de l'Algérie.

Cette journée hommage, placée sous le thème «Fanny Colonna : une sociologue de l'Indépendance», abordera la plupart des sujets qui concernent cette personnalité.

Ce sera l'occasion également de revisiter sa pensée, d'examiner les questions permettant de déblayer la voie pour des recherches futures et, enfin, d'approfondir des esquisses de réflexions déjà engagées.

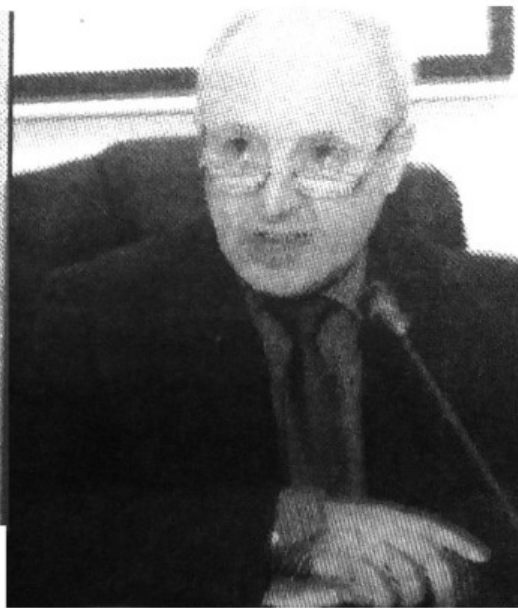
APS

EL MOUDJAHID

CE MATIN À 10H

USTHB : conférence de presse

Le recteur de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene, M. Mohamed Saïdi, animera une rencontre avec la presse sur la rentrée universitaire 2016/2017, ce matin à 10h, à la salle du rectorat.



ECOLE POLYTECHNIQUE D'ORAN

Workshop sur la plasturgie

L'ECOLE nationale polytechnique d'Oran (ENPO) organise, les 29 et 30 octobre courant, un workshop sur la plasturgie, dans la perspective de lancer une nouvelle filière dédiée à ce créneau destinée aux ingénieurs, selon la cellule de communication de cet établissement. La création de cette nouvelle filière se fera en collaboration avec l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon ainsi qu'avec les entreprises algériennes de plasturgie. Ce workshop offrira aux chercheurs, scientifiques et industriels de différents secteurs un forum d'échange sur les derniers développements dans le domaine de la plasturgie, a-t-on souligné. *«La rencontre mettra l'accent sur les nouvelles avancées en matière recherche et développement, tout en permettant aux participants d'échanger des idées, d'identifier les problèmes propres au pays, de proposer la création de nouvelles filières de formation et de jeter les bases de collaborations solides et durables»*. Les organisateurs du forum soulignent que la plasturgie ne serait pas correctement développée à l'échelle nationale. Le marché algérien ne compte que 2200 entreprises dans ce secteur, affirment-ils, tout en relevant que le pays demeure largement dépendant des importations. *«Sur un million de tonnes de plastique utilisés par an, seule la moitié est transformée en Algérie, le reste est importé d'Asie et d'Europe en produit fini»*, a-t-on avancé. Cet événement offre ainsi un espace pour discuter du programme à développer s'agissant de cette filière, des potentialités existantes et celles à envisager pour remédier au manque en ressources humaines. *«La formation d'ingénieurs en plasturgie est une nécessité. La formation sera notre première vocation. L'entreprise pourra apporter un complément de formation»*, soulignent encore les organisateurs, ajoutant que l'autre objectif de ce workshop est de rassembler les communautés scientifiques nationale et étrangère afin de développer des axes de recherches dans le domaine de la plasturgie.

CRASC

Hommage à Fanny Colonna

UN HOMMAGE a été rendu, hier à Oran à la sociologue algérienne Fanny Colonna, en reconnaissance à sa contribution à l'émergence de l'anthropologie culturelle du Maghreb et de l'Orient musulman.

Cette journée-hommage est organisée par le Centre de recherche en Anthropologie sociale et culturelle (Crasc), en collaboration avec l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) et le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

Née en 1934 à Theniet El Abed, dans la wilaya de Batna, et décédée en novembre 2014, cette sociologue a été, sa vie durant, animée par un désir ardent et constant de contacts et d'échanges avec la communauté scientifique d'Algérie et d'ailleurs.

Les organisateurs de cet hommage estiment que cette sociologue figure parmi celles et ceux qui ont constamment œuvré pour faire advenir une science humaine et sociale sans "tabous" ni "complexes". «Elle avait débroussaillé, dénivelé, labouré et semé, à l'instar de nombreux



chercheur(se)s algériens, le champ des sciences humaines et sociales.

Une large part de ses travaux, et notamment ses toutes dernières publications, évoquent la transmission générationnelle des pratiques et des échanges Sud/Sud dans les sciences humaines et sociales», soulignent-ils dans une présentation de l'hommage. Fanny Colonna avait participé à la formation d'étudiants algériens dans le cadre des ateliers de formation organisés par l'Ecole doctorale d'anthro-

*pologie, pilotée par le CRASC. Inhumée à Constantine en décembre 2014, Fanny Colonna a laissé un héritage scientifique important. Auteure d'ouvrages comme *Instituteurs algériens 1883-1939, Les Versets de l'invincibilité, Permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine, La Vie ailleurs des Arabes en Corse au XIX^e siècle*", Colonna rompu avec une pensée coloniale à partir de la critique du déracinement et de l'exclusion des sociétés colonisées. Elle s'est consacrée à une réflexion sur les conditions d'une histoire sociale du Maghreb colonial, en particulier de l'Algérie.*

Cette journée-hommage, placée sous le thème "Fanny Colonna : une sociologue de l'Indépendance", abordera la plupart des sujets qui concernent cette personnalité. Ce sera l'occasion également de revisiter sa pensée, d'examiner les questions permettant de déblayer la voie pour de recherches futures et, enfin, d'approfondir des esquisses de réflexions déjà engagées. Plusieurs témoignages seront présentés par des sociologues algériens et étrangers et permettront de mieux saisir l'apport de cette militante et scientifique de terrain.

Complexe Sider d'El-Hadjar

Démarrage de la production à la fin de l'année

→A la suite de nombreux incidents techniques survenus durant les travaux de réhabilitation du haut fourneau n°2 du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, la mise à l'essai de cette installation, initialement programmée pour courant octobre 2016, est reportée au mois de novembre prochain.

C'est ce qu'indiquent des cadres dirigeants de l'entreprise qui se présente aujourd'hui sous le sigle «Entreprise Sider El-Hadjar», à 100% algérienne après quinze années de partenariat négatif avec ArcelorMittal. La rupture du contrat de partenariat est intervenue fin décembre 2015. Le capital social est entièrement algérien et majoritairement propriété du groupe Sider El-Hadjar. Nos sources ont estimé que rien ne devrait s'opposer à ce que les essais du HF n°2 interviennent fin novembre 2016. Les indicateurs de l'entreprise du premier semestre 2016 avaient envisagé ces essais en octobre 2016 pour une reprise de la production de l'acier liquide quelques jours après. Ce report était devenu nécessaire du fait des difficultés de montage du HF n°2. Elles ont été plus difficiles que celles envisagées par la planification. Ce qui n'a pas empêché l'achèvement des travaux de réhabilitation sur les autres installations de production. Le retard d'exécution de certaines actions générées par de nombreux imprévus a causé un décalage entre les estimations de la di-



■ Le complexe d'El-Hadjar. (Photo > New Press)

rection générale et le taux de réalisation planifié par la société Person chargé de réhabiliter le HF n°2. En tout état de cause, le management reste confiant. «L'année 2017 débutera avec de nouvelles bases pour la sidérurgie algérienne » répète-t-on du côté de la DG de Sider El-Hadjar. C'est dire que l'entame de la deuxième phase du plan de développement n'a posé aucun problème. Bien que élaboré du temps de la défunte société ArcelorMittal Annaba, ce plan est, affirment nos sources, maintenu en l'état. A l'exemple de la réalisation d'une unité de réduction directe d'enrichissement minéral et fusion directe. L'objectif est d'arriver à produire l'éponge de fer et l'acier C45. Jusqu'ici, ces deux produits étaient importés. Particulièrement l'acier C 45, matière première indispensable

pour élargir la gamme des produits Sider El-Hadjar. La capacité de production de l'unité de réduction directe devrait être de 2,5 millions de tonnes/an. Pour cette opération, l'Etat investira 300 millions de dollars, C'est dire que quelques mois à peine après l'élaboration du business plan, le management est déjà en train de revoir ses anticipations sur la prochaine année. Il est même dit qu'un nouveau business plan sera validé lors du prochain conseil d'administration. Il se tiendra avant la fin de l'année 2016. Ce CA est considéré comme prélude à un plan de restructuration du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. De 4 300 actuellement, les effectifs augmenteront pour atteindre les 6 000 salariés à moyen terme. Dans la perspective du démarrage de la production, l'entreprise a élaboré ses statuts, réactualisé son registre

de commerce et débloqué ses comptes bancaires. En collaboration avec l'université Badji-Mokhtar, Sider El-Hadjar se prépare à lancer des cycles de formations professionnelles dans divers métiers liés à la sidérurgie. Certains étudiants en fin de cycle auraient déjà fait connaissance avec les travaux de montage du haut fourneau n°2 par la société Person. Ils ont pris note des anomalies détectées sur des équipements et ayant fait l'objet d'une communication par la direction générale de cette entreprise algérienne. Contactés, des cadres dirigeants avaient souligné que les anomalies en question avaient été rapidement prises en charge et les problèmes solutionnés.

D'autres ont été répertoriées sur différentes installations de production comme le LRB, l'aciérie à oxygène, les laminoirs à froid et à chaud... C'est ce qui aurait imposé un audit général sur toutes les installations dont le HF n°2. C'est donc pour éviter toute remise en question de leur sûreté qu'il a été décidé de différer la date des essais. Les dirigeants de Sider El-Hadjar semblent déterminés à faire tourner la machine de la production de l'acier et réduire les importations des produits sidérurgiques. Ce qui impactera positivement sur le marché national. En ce qui concerne le volet opérationnel, composé d'anciens cadres et techniciens sidérurgistes et administrateurs algériens, le management saura certainement réduire le coût des approvisionnements extérieurs en vue de permettre à la société de rester compétitive.

A. Djabali

«Le Gras : 25 ans après, les patients à l'épreuve des soins»

→ Un colloque international intitulé «le Gras : 25 ans après, les patients à l'épreuve des soins», sera organisé du 27 au 29 octobre courant par le Groupe de recherche en Sciences sociales et santé (Gras) de l'Université d'Oran pour marquer son 25ème anniversaire, a-t-on appris des organisateurs.

Ce colloque international représentera, selon la même source, «un moment scientifique important parce qu'il permettra de restituer les résultats obtenus durant 25 ans de recherche de terrain dans le champ des sciences sociales et santé». L'anthropologie de la santé en Algérie a été créée en 1991 à l'Université d'Oran par quatre sociologues de la faculté des Sciences sociales. Ce colloque se veut international dans une perspective comparative avec d'autres sociétés concernant les patients à l'épreuve des soins. La perspective du colloque sur les patients doit aussi permettre «une réflexion approfondie sur les modes d'organisation des soins plus adaptées aux logiques et aux contraintes des familles de malades chroniques», expliquent les organisateurs. Le colloque international centré sur «les patients à l'épreuve des soins», dans leur



diversité et déployés dans les différents espaces socio-sanitaires domestiques, étatiques et privés, a pour objectif de «changer le regard sur ce que soigner veut dire», ont-ils expliqué. Il s'agit là d'indiquer la pertinence et l'importance des critères sociaux, psychiques, culturels et politiques dans les multiples interprétations des expériences des soins des différentes caté-

gories sociales de malades. Plusieurs thématiques ont été retenues pour ce colloque dont les transformations du statut des patients dans le système de soins et dans la société depuis l'indépendance. Les inégalités sociales au cœur des différentes expériences de soins des patients. Les épreuves concrètes traversées par les patients atteints d'une maladie chronique

pour tenter de se soigner. Il sera aussi question d'aborder des thèmes comme «les différents modes d'interactions soignants-soignés dans les différents espaces de soins» ainsi que «le savoir scientifique médical et les savoirs profanes au cœur des représentations individuelles et collectives : interférences et paradoxes», a-t-on noté de même source.

Centre de recherche en anthropologie (Oran) Hommage à la sociologue algérienne Fanny Colonna

→ Un hommage a été rendu mardi à Oran à la sociologue algérienne Fanny Colonna, en reconnaissance à sa contribution à l'émergence de l'anthropologie culturelle du Maghreb et de l'Orient musulman. Cette journée-hommage est organisée par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), en collaboration avec l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) et le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH). Née en 1934 à Theniet El Abed, dans la wilaya de Batna, et décédée en novembre 2014, cette sociologue a été, sa vie durant, animée par un désir ardent et

constant de contacts et d'échanges avec la communauté scientifique d'Algérie et d'ailleurs. Les organisateurs de cet hommage estiment que cette sociologue figure parmi celles et ceux qui ont constamment oeuvré pour faire advenir une science humaine et sociale sans «tabous» ni «complexes». «Elle avait débroussaillé, dénivelé, labouré et semé, à l'instar de nombreux chercheur(e)s algériens, le champ des sciences humaines et sociales. Une large part de ses travaux, et notamment ses toutes dernières publications, évoquent la transmission générationnelle des pratiques et des échanges Sud/Sud dans les sciences humaines et sociales», soulignent-ils dans une présen-

tation de l'hommage. Fanny Colonna avait participé à la formation d'étudiants algériens dans le cadre des ateliers de formation organisés par l'Ecole doctorale d'anthropologie, pilotée par le CRASC. Inhumée à Constantine en décembre 2014, Fanny Colonna a laissé un héritage scientifique important. Auteure d'ouvrages comme «Instituteurs algériens 1883-1939», «les Versets de l'invincibilité. Permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine», «La Vie ailleurs des Arabes en Corse au XIX^e siècle», Colonna a rompu avec une pensée coloniale à partir de la critique du déracinement et de l'exclusion des sociétés colonisées. Elle s'est consacrée à une réflexion sur

les conditions d'une histoire sociale du Maghreb colonial, et en particulier de l'Algérie. Cette journée-hommage, placée sous le thème «Fanny Colonna : une sociologue de l'Indépendance», abordera la plupart des sujets qui concernent cette personnalité. Ce sera l'occasion également de revisiter sa pensée, d'examiner les questions permettant de déblayer la voie pour des recherches futures et, enfin, d'approfondir des esquisses de réflexions déjà engagées. Plusieurs témoignages seront présentés par des sociologues algériens et étrangers, et permettront de mieux saisir l'apport de cette militante et scientifique de terrain.

R. C.